

bourgeoises, qui se détournent de la gauche pour chercher ailleurs une solution de stabilité. Ceci est également vrai, dans certaines limites, pour la Grande-Bretagne. La radicalisation des masses s'y exprima dans un raz de marée qui amena le Labour Party au pouvoir en 1945. La politique du gouvernement Labouriste fut celle d'un « socialisme » qui permettait aux capitalistes de s'agripper à leurs profits tout en « égalisant » une austerité qui signifiait des restrictions croissantes au niveau de vie des larges masses. Dans ces circonstances, un glissement à droite des masses petites bourgeoises était inévitable. Comme l'ont montré les dernières élections municipales, le parti Tory de Churchill a été capable d'en profiter. Mais ces conditions produisent en même temps une plus grande polarisation au sein du Labour Party qui conserve son monopole sur la politique de la classe ouvrière. Un conflit entre une aile gauche représentant les aspirations socialistes des travailleurs et l'aile droite qui forme le gouvernement est en route.

C'est surtout en France et en Italie que la polarisation se fait à un rythme plus rapide que partout ailleurs. En France, le regroupement réactionnaire du « Rassemblement du Peuple Français » de de Gaulle et les différents mouvements néofascistes qui se développent en Italie, expriment la nouvelle orientation réactionnaire dans laquelle s'engagent les masses petites bourgeoises déçues par l'impuissance des partis ouvriers traditionnels.

Cependant nulle part encore en Europe, pas même en Grèce, la bourgeoisie n'a pu infliger une défaite décisive au prolétariat ni instaurer un régime stable.

La classe ouvrière conserve ses forces et son élan combattif, comme cela a été démontré dans les grandes luttes ouvrières qui ont marqué l'année 1947 en France, en Italie et, dans une moindre mesure, en Belgique, en Hollande et en Angleterre. Ces luttes ont ouvert une nouvelle étape dans les rapports des classes et, plus spécialement dans les rapports du prolétariat avec ses directions traditionnelles.

Pour la première fois depuis la « libération », de larges couches ouvrières sont entrées en lutte pour la défense de leur niveau de vie, con-

tre la hausse galopante des prix, contre les restrictions et les difficultés alimentaires, en poussant leurs directions à l'action, et même en les débordant, là où celles-ci résistaient.

L'expérience acquise par les masses lors de ces combats et le caractère plus précis de la menace réactionnaire en France et, en partie, en Italie aussi, déterminèrent une politisation accrue des luttes ouvrières.

La bourgeoisie, consciente de la précarité de sa situation économique et de la force combattive du prolétariat, avance avec prudence dans son offensive économique et politique. Elle cherchera, aussi longtemps qu'elle le pourra, à prolonger l'existence des régimes « centre-droite » qui sur le terrain parlementaire ont remplacé les gouvernements « gauche-centre ». Elle mise à cet effet, en France, et en Italie, après l'exclusion des communistes, sur une prochaine amélioration possible de ses positions économiques, par l'application du « plan Marshall », et par la négociation possible d'un compromis avec l'U.R.S.S., ce qui atténuerait l'opposition des partis communistes.

Cependant, seules l'amplification et la coordination des luttes ouvrières, sur la base d'un programme révolutionnaire, combinant les mots d'ordre revendicatifs économiques et politiques élémentaires des masses avec ceux qui conduisent à l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans, peuvent constituer un barrage efficace contre les menaces réactionnaires et ramener la petite bourgeoisie dans l'orbite ouvrière.

De toute façon, dans le cas où s'accroîtrait la détérioration de la situation économique en Europe Occidentale et où se maintiendrait l'impuissance des partis ouvriers et du mouvement ouvrier en général, il est probable que la France et l'Italie deviendraient le théâtre d'une âpre guerre civile mettant aux prises les forces de la dictature bourgeoise et les masses. Les partis staliens, dans cette perspective, seraient acculés à combattre, même par les armes, comme en Grèce, et cela même dans le cas où, en France par exemple, de Gaulle arriverait au pouvoir par les voies « constitutionnelles ». Les antagonismes sociaux se développent avec acuité également dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Dans les pays de l'Amérique